

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Le Congo expose son potentiel économique



Les officiels après l'ouverture du forum/Adiac

La banlieue de Kintélé, à 25 km de Brazzaville, accueille depuis hier un forum sur le partenariat public-privé destiné à établir de nouveaux ponts entre l'Etat et les investisseurs nationaux et étrangers.

Initiée par le ministère de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, la rencontre qui s'achève aujourd'hui vise à promouvoir le cadre juridique et les potentialités économiques du pays, notamment dans les secteurs de l'agriculture, du développement industriel, des zones économiques spéciales, du tourisme, de l'économie numérique et de la promotion immobilière.

Page 3

ELIMINATOIRES CAN 2023

Les Diables rouges bénéficient d'une faveur de la CAF



En attendant son homologation définitive par la Confédération africaine de football (CAF), le stade Alphonse-Massamba-Débat, actuellement en chantier, abritera, pour la circonstance le 8 juin, le match entre les Diables rouges et les Scorpions de la Gambie, dans le cadre de la deuxième journée des élimi-

L'entretien de la pelouse du stade Alphonse-Massamba-Débat/Adiac

natoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) prévue en 2023 en Côte d'Ivoire. La décision d'accorder une approbation d'un match à la sélection nationale fait suite à la visite de réinspection de ce stade par les techniciens de la CAF.

Page 16

SÉCURITÉ SANITAIRE

Des experts débattent de la résistance aux antimicrobiens



Les participants à la rencontre/Adiac

Des experts congolais et leurs homologues de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture sont en réunion à Brazzaville pour examiner les risques liés à la résistance aux antimicrobiens (RAM). L'agence onusienne

crainent que l'accélération de la RAM entraîne le développement de nouvelles maladies animales, la destruction des plantations agricoles et l'augmentation des risques de crise alimentaire et économique.

Page 2

CULTURE

Musée d'arts en spectacle à l'IFC

Le groupe de musique, percussion et danse Musée d'arts va présenter sa nouvelle création dénommée Mfuma le 15 juin prochain à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville. Il s'agit d'un spectacle mêlant danse contemporaine et traditionnelle, conte et percussion avec une

particulière synchronisation chorégraphique. « Ce spectacle tente de résoudre le conflit entre le corps et l'esprit, et montre le bras de fer entre l'homme et le monde mystique », explique Oltem Malanda, l'un des responsables du groupe Musée d'arts.

Page 16

ÉDITORIAL

Interconnexion

Page 2

ÉDITORIAL

Interconnexion

Amorcée depuis quelques années, l'interconnexion des réseaux à fibre optique en Afrique centrale poursuit son chemin. Le Congo et le Cameroun en ont donné la preuve la semaine dernière en connectant leurs réseaux au niveau du département de la Sangha, grâce au projet Central Africa Backbone.

Au total, 347km de câble en verre et d'autres infrastructures techniques ont été disposés entre les deux pays frontaliers. Les travaux ont coûté près de 6,7 milliards F CFA à la Banque africaine de développement. Il s'agit là d'une nouvelle opportunité de renforcement des liens séculaires entre les peuples de la sous-région.

La connexion des réseaux internet est un facteur de développement, d'éclosion des échanges économiques et commerciaux. Elle va accélérer l'intégration, réduire la fracture numérique dans l'une des zones les plus nanties en ressources naturelles de l'Afrique.

En cas de problème technique sur son réseau, l'une des parties pourra s'appuyer sur l'autre pour éviter des désagréments susceptibles de poser préjudice aux banques, établissements de microfinance, hôpitaux, services de sécurité, sociétés de téléphonie mobile, médias et autres structures fonctionnelles à base de l'internet.

Nonobstant leur liaison terrestre par la route asphaltée Ketta-Djoum, le Congo et le Cameroun ont aussi établi une passerelle numérique à Ouessou, chef-lieu de la Sangha, où sera également hébergé le nœud d'interconnexion du Congo et de la République centrafricaine en fibre optique sous-fluviale.

L'interconnexion des réseaux à fibre optique marque une étape cruciale dans le processus de suppression des barrières qui freinent l'intégration en Afrique centrale. Elle va contribuer à la lutte contre la cyber criminalité et autres infractions perpétrées par les canaux digitaux. Conscient de l'impératif de relier les Etats, le Congo avait bien auparavant connecté son réseau à ceux du Gabon et de la République démocratique du Congo.

Que les retombées de cette nouvelle forme de coopération servent réellement la population de l'Afrique centrale.

Les Dépêches de Brazzaville

SÉCURITÉ SANITAIRE

Une réponse rapide aux maladies animales et végétales s'impose

Des experts nationaux et ceux de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sont réunis à Brazzaville, depuis le 30 mai, pour examiner les risques liés à la résistance aux antimicrobiens (RAM). Ils vont ensuite procéder à l'évaluation du système national de surveillance de la RAM et de cinq importants laboratoires du pays.

L'atelier multisectoriel d'évaluation du système national de surveillance de la résistance aux antimicrobiens dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture avec l'outil FAO-Atlas est organisé par le ministère de l'Agriculture, en partenariat avec la FAO. Cette mission d'évaluation s'inscrit dans le cadre de l'exécution du projet de coopération technique dénommé « Appui à la sensibilisation et à la gouvernance de la lutte contre la RAM » entre le Congo et l'agence onusienne. La RAM est la capacité des microorganismes, à savoir les bactéries, virus, champignons

et parasites microscopiques, à devenir résistants aux antibiotiques auxquels ils étaient pourtant faibles à l'origine. Le phénomène s'est fortement accéléré ces dernières années, d'après les experts, en raison de l'utilisation inappropriée des antibiotiques chez les animaux, les plantes et les humains. « L'accélération de la RAM constitue une menace pour la sécurité alimentaire et un problème de santé publique », a alerté la représentante de la FAO au Congo, Yannick Ariane Rasoarimanana.

L'agence onusienne craint que l'accélération de la RAM entraîne le développement des nouvelles maladies animales, la destruction des plantations agricoles, augmentant le risque de crise alimentaire et économique. Le chargé de programme préparation et réponse aux urgences sanitaires auprès de l'OMS, Dr Lamina Arthur Rakotonjanabelo, a fustigé l'usage abusif des antimicrobiens, la recrudescence des déchets et la pollution des eaux dans les zones agropastorales.

À tout point de vue, la surveillance est considérée comme l'une des pièces maîtresses de la gestion de la RAM et peut fournir des informations cruciales pour soutenir les actions visant à mettre en place la politique publique. C'est pourquoi, l'évaluation menée à base de l'outil FAO-Atlas permettra de cartographier et d'apprécier les capacités analytiques des laboratoires nationaux pour détecter la RAM dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture ; d'estimer les activités de surveillance de la RAM (la production, la collecte et l'analyse des données...) ; et de fournir des informations nécessaires à l'identification des problèmes.

Lançant les travaux de l'atelier multisectoriel et de la mission d'évaluation, le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, a réitéré l'engagement du gouvernement congolais à œuvrer pour la sécurité alimentaire, la santé animale et végétale. Depuis 2018, le pays a initié un projet de plan d'action national en riposte à la RAM selon l'approche multisectorielle « une seule santé » avec pour but de prévenir les infections, de garantir la qualité des antibiotiques utilisés en santé humaine, animale et végétale. « Cette rencontre vient à point nommé, car elle va accélérer la finalisation de ce plan d'action et son adoption », a assuré Paul Valentin Ngobo. Soulignons que les résultats de l'évaluation des laboratoires vont servir au plaidoyer et à la recherche de fonds pour renforcer le système national de surveillance de la RAM. Il s'agit de l'achat des consommables et équipements de laboratoire de diagnostic pour la détection des agents pathogènes, le test de sensibilité aux antimicrobiens. Les centres sont le Laboratoire national de santé publique ; le Laboratoire de biologie cellulaire et moléculaire ; le Laboratoire de diagnostic vétérinaire de Brazzaville ; le Laboratoire CM 4 ; et le Laboratoire d'analyses microbiologiques et chimiques des produits de pêche.

Fiacre Kombo

« L'accélération de la RAM constitue une menace pour la sécurité alimentaire et un problème de santé publique »

et parasites microscopiques, à devenir résistants aux antibiotiques auxquels ils étaient pourtant faibles à l'origine. Le phénomène s'est fortement accéléré ces dernières années, d'après les experts, en raison de l'utilisation inappropriée des antibiotiques chez les animaux, les plantes et les humains. « L'accélération de la RAM constitue une menace pour la sécurité alimentaire et un problème de santé publique », a alerté la représentante de la FAO au Congo, Yannick Ariane Rasoarimanana.

L'agence onusienne craint que l'accélération de la RAM entraîne le développement des nouvelles maladies animales, la destruction des plantations agricoles, augmentant le risque de crise alimentaire et économique. Le chargé de programme préparation et réponse aux urgences sanitaires auprès de l'OMS, Dr Lamina Arthur Rakotonjanabelo, a fustigé l'usage abusif des antimicrobiens, la recrudescence des déchets et la pollution des eaux dans les zones agropastorales.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lasselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-
donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimmo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -
Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Le Congo expose son potentiel économique

Organisée les 30 et 31 mai à Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville, la première édition du Forum sur le partenariat public-privé vise à inciter les acteurs privés nationaux et étrangers à investir en République du Congo.

La rencontre de deux jours permettra aux membres du gouvernement et autres experts de présenter les différentes opportunités d'investissement dans les principaux secteurs que sont l'agriculture, le développement industriel, les zones économiques spéciales, le tourisme, l'économie numérique et la promotion immobilière. Pour le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou N'Gusso, ce concept n'est pas une simple alliance entre des intérêts publics et privés, mais constitue un dispositif précis qui doit obéir à un certain nombre de pré requis importants.

« Le partenariat public-privé se définit comme un contrat par lequel l'Etat, une collectivité locale, un établissement public ou une société à participation publique majoritaire, confie à une personne morale de droit privé, pour une période déterminée, tout ou partie de la conception, de la construction, de la trans-

formation, de l'exploitation, de la gestion, de la maintenance, de l'entretien, d'un actif de l'Etat, d'un équipement, d'une infrastructure ou d'un service public », a-t-il défini, précisant que ce mode de financement, à la fois innovant et gagnant-gagnant, permettra de mieux valoriser le potentiel national et les atouts dans tous les secteurs d'activités.

En dehors de ces priorités inscrites dans le Plan national de développement (PND) 2022-2026, le Congo, qui est décidé à attirer les partenaires, reste, a-t-il assuré, ouvert aux investissements dans d'autres domaines. « Le Concept Congo terre d'opportunités que nous portons à travers les road show que nous organisons depuis plusieurs mois maintenant nous permet de promouvoir les atouts économiques de notre pays en allant à la rencontre des acteurs du secteur privé à travers le monde, nous a déjà permis d'entrer en contact avec les investisseurs des Emirats arabes unis, du

Royaume-Uni et du Maroc et nous poursuivrons sur cette voie car personne ne présentera mieux que nous-mêmes les opportunités d'investissements qui existent dans notre pays », a annoncé Denis Christel Sassou N'Gusso.

Adoption d'une loi encadrant les partenariats public-privé

Selon lui, le Forum de Kintélé est une occasion pour le gouvernement de rencontrer des investisseurs congolais tout en donnant la possibilité aux investisseurs étrangers de venir découvrir le Congo qui offre d'innombrables possibilités d'investissement. Dans le but de sécuriser davantage les investissements privés, le gouvernement examinera, a-t-il annoncé, dans quelques jours, un projet de loi visant à encadrer les partenariats public-privé et contribuer à l'amélioration du climat des affaires.

Une fois adoptée par le Parlement, cette loi viendra étoffer les mesures déjà existantes. Il s'agit, entre autres, de la loi

portant création de la Haute autorité de lutte contre la corruption ; la loi portant création de l'Agence congolaise pour la création des entreprises ; le Comité du dialogue public/privé ; le Guichet unique des opérations transfrontalières. « Ces dispositions démontrent bien que, contrairement aux idées reçues, le gouvernement de notre pays fait de l'amélioration du climat des affaires une priorité car elle constitue la clef de voute de l'attractivité des investissements », a rappelé le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé. Il a, par ailleurs, rassuré les investisseurs que le Congo est un pays où règnent la paix, la sécurité et la stabilité, gage de tout développement. En effet, la République du Congo dispose d'énormes atouts dont les prédispositions naturelles, le Port en eau profonde de Pointe Noire, les 170 km de façade maritime, la disponibilité des terres arables, le potentiel forestier. A cela, s'ajoute la construction du

pont route-rail entre Brazzaville et Kinshasa.

Présidant la cérémonie par visioconférence, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a rappelé qu'au regard des contraintes actuelles, le partenariat public-privé est de plus en plus sollicité dans le monde. « Au Congo où la plupart des secteurs d'activités sinon tous ont été libéralisés, l'environnement légal et réglementaire se prête parfaitement à ce mode de financement que le gouvernement a, d'ailleurs, choisi pour en faire la principale source de financement de son PND 2022-2026 avec pour ambition de diversifier l'économie congolaise. Pour relever les défis qui vont se présenter dans la réalisation de cette ambition, d'importants moyens financiers, techniques, managériaux doivent être mobilisés. A cette fin, la contribution des partenaires nationaux et étrangers du secteur privé est indispensable », a-t-il déclaré.

Parfait Wilfried Douniama

LÉGISLATIVES ET LOCALES

Eddie Sergio Malanda candidat à Impfondo I

Le président de l'association « Nouvelle Likouala émergente », Eddie Sergio Malanda, a annoncé le 28 mai à Tchikapika, dans le département de la Cuvette, sa candidature aux élections législatives et locales de juillet prochain, dans la première circonscription électorale d'Impfondo, dans le département de la Likouala.

Candidat indépendant, Eddie Sergio Malanda justifie sa décision par les multiples appels lancés récemment par les sages et jeunes du chef-lieu du département de la Likouala, lui demandant de faire acte de candidature au double scrutin de juillet prochain. « Après avoir mûri ma réflexion et reçu l'aval et les bénédictions de tout le monde, pour faire de nos espoirs la réalité de nos vies, j'ai décidé d'être candidat aux élections législatives et locales de juillet 2022 dans la circonscription d'Impfondo I », a-t-il annoncé à Tchikapika, au bord de l'Alima.

En prenant cette décision, Eddie Sergio Malanda entend proposer aux filles et fils de la commune d'Impfondo un projet visant le développement du département. « Mon projet est de redonner à Impfondo et à l'ensemble de la population de la Likouala leurs lettres de noblesse. Qu'Impfondo et la Likouala puissent jouer pleinement leur partition dans le concert de notre nation, le Congo », a-t-il promis, appelant



Eddie Sergio Malanda annonçant sa candidature à Tchikapika/Adiac

à une alternance pacifique. Le président de la « Nouvelle Likouala émergente » affrontera, entre autres, le député sortant du Parti congolais du travail, Alain Moka. Une fois élu, il entend siéger à la majorité présidentielle. « Certes, dans notre

département, il y a beaucoup de souffrances, de sentiments d'injustice, de divisions, un réel enclavement et un profond sentiment d'abandon total. Mais tous ensemble, unis, nous pouvons relever ces défis. Nous, la jeunesse

avec le soutien de nos aînés, nous reprenons notre destin en main pour continuer à soutenir la politique du chef de l'Etat, pour ainsi lui donner une majorité écrasante conformément aux vœux et aux choix de la population », a-t-il indiqué, estimant que le désenclavement de la Likouala est possible.

Il a, par ailleurs, souhaité que les prochaines élections puissent se dérouler dans la paix, la tranquillité et la transparence afin que le meilleur gagne. Interrogé sur le choix de Tchikapika pour annoncer sa candidature, Eddie Sergio Malanda, qui a en passant reçu l'aval de ses proches au village Mouembé, a laissé entendre que cette sous-préfecture fait partie des 342 000 km² du territoire national.

La « Nouvelle Likouala émergente » a créé une sorte de symbiose avec la population du département éponyme, l'un des plus enclavés du Congo. La candidature du président de cette association aux élections législatives de juillet prochain pourrait entretenir cette cohésion

avec les citoyens. « La population aujourd'hui a compris et elle nous fait confiance, parce que quand nous décidons de faire quelque chose, nous allons jusqu'au bout. Comme vous le savez, partout où nous passons, la population qui voit des actions concrètes ne peut qu'être liée à nous. Nous soutenons la politique sociale et du développement du président de la République et de son gouvernement. Nous sommes devenus comme le pont entre le gouvernement et la population », déclarait Eddie Sergio Malanda lors d'une conférence de presse à Brazzaville.

Cette organisation non gouvernementale a, en effet, organisé en avril dernier une campagne de santé pour tous où près de 2000 personnes ont été soignées gratuitement. Elle a lancé, il y a quelques mois, une opération de collecte de fonds en vue de la construction de deux ponts dans la Likouala. Des actions que son initiateur s'est engagé à consolider.

P.W.D.

SOCIETE UBIPHARM-CONGO
 Société Anonyme au Capital de 950.000.000 F.CFA
 Siège Social : Zone Industrielle de M'PILA BP 1118
 BRAZZAVILLE
 RCCM CG/BZV /06 B 34

AVIS DE CONVOCATION

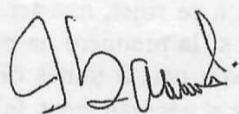
Les actionnaires de la société sont convoqués en **Assemblée Générale Ordinaire**, le Mardi 07 juin 2022 à 9 h 30 mn, dans la salle de conférence de PEFACO Hôtel Maya-Maya, Aéroport International de Brazzaville, Boulevard Denis Sassou Nguesso à Brazzaville (République du Congo), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour ci-après :

- Présentation du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société durant l'exercice 2021 ;
- Présentation du rapport général du Commissaire aux comptes sur les états financiers annuels arrêtés au 31 décembre 2021 et sur la tenue des registres de transferts de titres ;
- Présentation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées visées aux articles 432 ; 438 à 448 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE ;
- Approbation des états financiers annuels arrêtés au 31 décembre 2021 ; Quitus aux Administrateurs ;
- Affectation du résultat de l'exercice 2021 ;
- Renouvellement du mandat de quatre (4) Administrateurs ;
- Non renouvellement du mandat d'un (1) Administrateur ;
- Nomination de deux (2) nouveaux Administrateurs ;
- Ratification de la cooptation d'un (1) nouvel Administrateur ;
- Fixation du montant des indemnités de fonction à allouer aux Administrateurs ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

L'accès à la réunion est ouvert à tous les actionnaires de la société. Ceux qui seraient empêchés peuvent se faire représenter par un mandataire de leur choix.

Les documents prescrits par la loi sont à la disposition des actionnaires au siège social de la société à Brazzaville (REPUBLIQUE DU CONGO) pendant les quinze jours qui précèdent la date de l'assemblée.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



OFFRE D'EMPLOIS – AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BRAZZAVILLE

L'Ambassade des Etats Unis à Brazzaville lance une campagne de recrutement ouverte du 25 mai au 8 juin 2022, pour les postes suivants:

1. Grounds Keeper Supervisor (Superviseur Jardiniers et Agents d'Entretien)
2. Cashier (Caissier)
3. Electrical Technician (Electricien)

EXIGENCES DES POSTES & COMMENT POSTULER:

Merci de bien vouloir visiter le site web:

<https://erajobs.state.gov/dosera/cog/vacancy-search/searchVacancies.hms> (Copiez ce lien et collez-le dans votre navigateur Google Chrome ou Microsoft Edge).

NB:

-La mission américaine à Brazzaville apprécie une main-d'œuvre d'origines, de cultures et de points de vue différents. Nous nous efforçons de créer un environnement accueillant pour tous et nous invitons les candidats de divers horizons à postuler.

-Seules les candidatures soumises par voie électronique seront traitées.

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Idéh Salet Nasser Fayçal Anas, je désire désormais être appelé Essoussa Fayçal King. Toute personne ayant un intérêt légitime pourra faire une opposition dans un délai de trois mois.

Banque des Etats de l'Afrique Centrale - Services Centraux
 Commission Générale de passation des marchés n°01

Appel d'offres international ouvert n°66/BEAC/DGE-DSI/AOIO/Bien/2022 pour la fourniture de diverses pièces détachées du système VSAT

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage, sur ressources propres, d'acquérir diverses pièces détachées du système VSAT. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC.


Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres rédigé en français peut être consulté gratuitement et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX
 Direction Générale de l'Exploitation – CGAM, 14^{ème} étage, porte 1412
 ☎ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun
 ☎ : (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60 postes 5452, 5431, 5412, 5402 ou 5403
 ☎ : (+237) 222 23 33 29
 @ : cgam.scx@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de *cinquante mille (50 000) francs CFA*. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC à l'exception du Bureau de Paris.

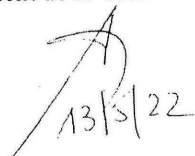
Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie bancaire de soumission sous forme de garantie autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le DAO et d'un montant forfaitaire *d'un million (1 000 000) FCFA*, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le **jeudi 16 juin 2022 à 12 heures précises**. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX
 BUREAU D'ORDRE 15^{ème} étage, porte 15.01
 ☎ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les soumissions seront ouvertes en *une phase*, le **jeudi 16 juin 2022 à 13 heures** aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. La séance d'ouverture se tiendra par visioconférence en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus. 

Yaoundé, le **13 MAI 2022**

Le Président de la Commission,



VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

Musée Congo
du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS



ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

MOUYONDZI

Des terres dédiées à la construction des écoles

Avec le soutien de la ministre Jacqueline Lydia Mikolo, les familles terriennes Mimboundi de Nsangou et Kinzonzi Mimandou de Moubombo ont remis au ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, les actes de cession de plus de cinq hectares pour l'érection du nouveau lycée et de l'école primaire de Mouyondzi.

Actuellement, les lycéens de Mouyondzi font cours dans les locaux du Centre national de formation initiale et continue des enseignants qui venait d'être inauguré, avant de céder la place, sous peu, aux pensionnaires de ce centre. Par ailleurs, l'école primaire située dans le quartier Moubombo se trouve sur un terrain très réduit et ne répond plus aux bonnes conditions d'apprentissage, a fait constater la maire de Mouyondzi, Anne-Marie Kabala. Les deux établissements sont donc à délocaliser et à reconstruire. Pour ce faire, la ministre des Petites et moyennes entreprises, du Secteur informel et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, avait amorcé bien avant des démarches pour acquérir des terres.

« Connaissant les principes universels suivant lesquels toute personne a droit à l'éducation, nous venons vous faire tenir



Remise des actes de cession de terres pour la construction du lycée et de l'école primaire de Mouyondzi/DR

l'acte de cession », a déclaré le représentant de la famille terrienne Kinzonzi Mimandou de Moubombo, remettant les documents à madame le maire de Mouyondzi qui,

à son tour, les a remis au préfet du département de la Bouenza, Jules Monkala Tchoumou. Ce dernier les a ensuite mis à la disposition du ministre de l'Enseignement

préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, en présence de son collègue en charge de l'Enseignement technique et professionnel, Ghis-

lain Thierry Manguessa Ebome. Le ministre Jean Luc Mouthou a souligné que le gouvernement jouera sa partition pour répondre aux attentes de la population de Mouyondzi par l'érection des deux établissements scolaires pour lesquels les terres viennent d'être acquises. « Nous œuvrons pour que les infrastructures scolaires soient rapprochées des apprenants en donnant la possibilité à tous les enfants du pays de bénéficier d'une formation de qualité », a-t-il fait savoir. Le maire de Mouyondzi, Anne-Marie Kabala, a salué les efforts de la ministre Jacqueline Lydia Mikolo et des familles terriennes pour l'acquisition des terres. Aussi a-t-elle sollicité du gouvernement l'extension du réseau électrique, l'ouverture de la grande avenue pour faciliter l'accès sur le site où sera érigé le lycée.

Rominique Makaya

SERVICE DE GYNÉCOLOGIE OBSTÉTRIQUE AU CHU

Le Pr Hervé Iloki passe le témoin au Pr Clotaire Itoua

Le directeur général du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville, le Pr Thierry Raoul Gombé, a installé, le 28 mai, le Pr Clotaire Itoua dans ses nouvelles fonctions.



Le nouveau chef de service tenant dans ses mains les attributs du pouvoir/DR

Le Pr Clotaire Itoua a pris ses fonctions en présence du personnel soignant du service de gynécologie obstétrique. Il fera l'effort, a-t-il dit, de conserver les acquis de ce service, en comptant suivre le chemin de ses prédécesseurs. S'adressant au personnel, il a insisté sur le respect, la dignité et surtout la rigueur dans le travail. Remettant les symboles de commandement au nouveau chef de service, le directeur général du CHU, le Pr Thierry Raoul Gombé, a rappelé les grands principes

que doit avoir un chef pour pouvoir prétendre diriger et obtenir des êtres humains ce dont il s'attend. « On ne commande pas dans la force, on commande par l'exemple ; tu demandes aux gens de risquer leur vie, ils ne peuvent le faire que s'ils sentent que ce que tu leur demandes est juste, sinon ils vont regretter et ce sera un conflit permanent », a indiqué le Pr Thierry Raoul Gombé. S'adressant à son successeur, le chef de service sortant a dit : « A partir d'aujourd'hui, le service

est le tien. On ne donne pas avec la main, on donne avec le cœur », soulignant que la seule chose, c'est la maison d'autrui. « Je savais que j'avais encore la densité, j'ai dit que je n'avais plus à me casser la tête ; garde cette maison comme je la laisse avec les difficultés, mais aussi avec les succès, puisque les candidats étrangers continueront à venir. Si tu as besoin de moi, je suis là, j'ai encore la force physique », a-t-il déclaré.

Guillaume Ondze

SOMMET DE L'UA DE MALABO

Les chefs d'Etat décident de réanimer des projets abandonnés

A l'issue du double sommet de l'Union africaine (UA) qui s'est achevé à Malabo, en Guinée équatoriale, le 28 mai, les chefs d'Etat ont exprimé leur volonté de mettre en application de nombreuses mesures prises, mais classées dans les oubliettes. Au cours de la réunion, ils ont focalisé leur attention sur le terrorisme, devenu actuellement une menace existentielle pour une partie de l'Afrique, se voulant réalistes.

Malgré plusieurs initiatives sur les plans militaire ou juridique, les chefs d'Etat ont reconnu que « le terrorisme a continué à prospérer » sur le continent, « notamment parce que nous n'honorons pas nos propres engagements », a déclaré le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki, qui a donné l'exemple de la Force africaine en attente, qui n'est pas encore fonctionnelle alors qu'elle devait voir le jour il y a vingt ans.

Le deuxième sujet de préoccupation a été celui des changements anticonstitutionnels de gouvernement, qui se sont multipliés ces derniers temps en Afrique de l'ouest (Mali, Guinée, Burkina Faso) ou encore au centre de l'Afrique (Tchad). Moussa Faki Mahamat n'a pas hésité de dénoncer « les coups d'Etat rampants » que sont « les modifications de Constitutions aux fins de confiscation du pouvoir », qui peuvent conduire à « des coups d'Etat ou à des révoltes populaires ». Le président de la Commission de l'UA a indiqué : « Nous saluons ces nouveaux engagements, mais nous espérons que ce ne sont pas des vains mots comme par le passé, sans une volonté réelle de les mettre en œuvre ».

« Nous espérons qu'en regard de la situation, ces décisions ne soient pas traitées comme des décisions d'antan, puisque déjà nous avions la Convention de Lomé, nous avions la charte pour la démocratie et les droits de l'homme qui existe, mais ce sont des documents qui ne sont pas très observés. Et malheureusement, nous voyons ces coups d'Etat revenir dans notre continent », ont indiqué les chefs d'Etat.

Sur ces deux sujets importants, le sommet a décidé de réactiver de nombreux mécanismes qui existent sur le papier, mais qui n'ont jamais été fonctionnels. Il s'agit, par exemple, du sous-comité du Conseil paix et sécurité chargé de lutter contre le terrorisme et les changements anticonstitutionnels du gouvernement, pourtant prévus tous deux depuis 2010. Les chefs d'Etat africains ont endossé la déclaration d'Accra du 17 mars, qui établit de manière claire un lien entre la mal gouvernance et les coups d'Etat, « un bon pas en avant, mais pourvu que ça ne reste pas lettre morte comme souvent à l'UA », a commenté un cadre de l'organisation.

Enfin, le sommet a appelé « au retrait immédiat et inconditionnel des mercenaires étrangers du continent africain. »

Yvette Reine Nzaba

INTERVIEW

Raouf Mazou : « En Afrique, le changement climatique aggrave dangereusement les déplacements forcés »

Le Congolais Raouf Mazou est Haut-commissaire assistant du HCR. Il cumule 28 années d'expérience professionnelle au sein de l'agence onusienne pour les réfugiés (HCR) où il a occupé de nombreuses fonctions, notamment en gestion de la sécurité. Diplômé d'une maîtrise en droit de l'Université de Genève, il a été directeur du Bureau régional pour l'Afrique et représentant du HCR au Kenya de 2013 à 2018. Il était à Malabo pour lancer une alerte. Interview.

Le changement climatique peut-il rapidement aggraver les déplacements forcés de populations en Afrique ?

Raouf Mazou (R.M). L'Afrique connaît actuellement à la fois des catastrophes naturelles et des conflits qui provoquent des déplacements d'une ampleur sans précédent. En 2021, selon un rapport de l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC), 22,3 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur de leur pays à cause des catastrophes liées au climat, dans le monde, contre 14,4 millions déracinées par les conflits et la violence.

Les inondations et les sécheresses sont de plus en plus fréquentes et intenses et touchent gravement des pays comme l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie et le Soudan du Sud. Les catastrophes liées au changement climatique risquent non seulement d'aggraver la pauvreté, la faim et l'accès aux ressources naturelles telles que l'eau, mais aussi d'accroître l'instabilité et la violence (...). Le Sahel est en première ligne de la crise climatique, avec des températures qui augmentent



1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale. Cela ne fait qu'aggraver les conflits pour des ressources limitées, rendant la vie encore plus difficile pour ceux qui ont été forcés de fuir leur foyer. Malheureusement, bon nombre des pays les plus exposés aux effets du changement climatique accueillent

déjà un grand nombre de réfugiés et de déplacés internes.

Si l'on n'investit pas davantage pour atténuer les besoins futurs en matière de protection et prévenir de nouvelles vagues de déplacement dues au changement climatique, la situation ne fera qu'empirer.

Quel est l'impact de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire en Afrique, quels pays sont les plus en danger ?

R.M. Partout en Afrique, la hausse des prix et la diminution de l'aide alimentaire provoquées par la guerre en Ukraine vont aggraver la vulnérabilité des réfugiés et des populations déplacées de force, et accroître les risques de tensions intercommunautaires. Les coûts des denrées alimentaires, du carburant et des engrais sont montés en flèche et la baisse du pouvoir d'achat touche plus durement les ménages les plus vulnérables, donc les réfugiés et déplacés. Des millions de familles déracinées à travers l'Afrique risquent de souffrir davantage de la faim, car les rations alimentaires diminuent en raison d'un financement humanitaire insuffisant. Nous le constatons déjà avec de nouvelles réductions de l'aide alimentaire aux réfugiés au Mozambique et en Zambie. Les rations seront également réduites pour les réfugiés au Soudan le mois prochain, entre autres pays. L'impact de la guerre en Ukraine sur le coût et la disponibilité des denrées ali-

mentaires dans le monde entier souligne également l'importance de tirer parti de la vaste quantité de terres fertiles disponibles en Afrique pour mettre fin à une dépendance inutile vis-à-vis des importations.

L'expansion de la menace jihadiste en Afrique peut-elle gravement accélérer le flux de déplacements forcés ?

R.M. La présence de groupes armés non étatiques dans certaines parties du continent est inquiétante. La région du Sahel est confrontée à l'une des crises de déplacement les plus rapides au monde en raison de la corrélation entre l'instabilité politique, la violence généralisée, les pénuries alimentaires et la crise climatique. La zone compte 2,86 millions de personnes déplacées internes, soit dix fois plus qu'il y a dix ans. Dans le Sahel central, près de 75% se trouvent au Tchad et au Niger.

Rien qu'au Burkina Faso, le nombre de déplacés internes a atteint plus de 1,85 million en avril 2022, les groupes armés ayant mené des attaques meurtrières.

AFP

AFRIQUE

Le conflit ukrainien montre l'urgence de la réaffectation des DTS

En juin 2021, les pays du G7 ont annoncé un plan visant à réaffecter cent milliards de dollars sur 650 milliards en nouveaux droits de tirage spéciaux (DTS) aux pays à faible revenu, aux petits États insulaires en développement et aux pays à revenu intermédiaire les plus vulnérables.

Le plan vise à renforcer davantage la résilience des systèmes de santé publique et à assurer une reprise économique plus forte, plus verte et plus durable dans ces pays. Dans ce cadre, le Fonds monétaire international (FMI) a été chargé d'étudier les options visant à acheminer les DTS en vue d'améliorer la fourniture de biens publics mondiaux en matière de climat et de santé dans les pays en développement. Dans cet esprit, le ministre sénégalais de l'Économie, de la Planification et de la Coopération, Amadou Hott, et Daouda Sembene, le fondateur d'AfriCatalyst et un ancien directeur exécutif du FMI, pensent que l'Institution a fait des progrès louables vers la création du Resilience and Sustainability Trust, en vigueur depuis le 1er mai. L'une des principales leçons de la crise causée par la guerre en Ukraine est que la communauté mondiale doit non seulement accélérer la fourniture de biens publics mondiaux, mais aussi s'attaquer à la vulnérabilité des pays à faible revenu aux chocs

mondiaux, selon eux.

Les chocs économiques, tels que ceux qui se répercutent sur la situation en Ukraine, affaiblissent la capacité des décideurs des pays à revenu faible et intermédiaire à prendre soin des biens communs mondiaux. Ils épuisent les ressources limitées disponibles, évinçant d'autres dépenses prioritaires essentielles au développement durable, notent-ils. « Aujourd'hui, notre monde est exposé à un choc d'une ampleur historique, menaçant d'aggraver davantage les vulnérabilités sanitaires, économiques et sociales que la pandémie de covid-19 a révélées », disent-ils. Pour les économies africaines, les ramifications de la guerre en Ukraine sont préoccupantes compte tenu de leur exposition à la fois à l'Ukraine et à la Russie, qui représentent une part critique de leurs importations de céréales et d'engrais. De nombreux pays subissent actuellement de plein fouet les pressions inflationnistes croissantes, les perturbations croissantes de

la chaîne d'approvisionnement et l'aggravation des risques d'insécurité alimentaire. Par conséquent, les perspectives d'une reprise rapide, équitable et forte continuent d'être modérées et les progrès en matière de réduction de la pauvreté, qui ont été durement garantis au cours des dernières décennies, risquent de s'éroder davantage.

97 millions de personnes dans le monde ont été poussées à l'extrême pauvreté par la pandémie de Covid-19

On estime que parmi ces 97 millions de personnes dans le monde poussées à l'extrême pauvreté par la covid-19, plus de la moitié réside en Afrique subsaharienne et beaucoup d'autres sont maintenant confrontées à un sort similaire. « Alors comment faire face à ce choc et améliorer la vie des millions de femmes et d'hommes de notre continent qui vivent encore dans l'extrême pauvreté ? », s'interroge Amadou Hott et Daouda Sembene. À court terme, l'accès

à un financement rapide peut être très efficace pour aider à inverser ces tendances potentielles et à atténuer les conséquences économiques désastreuses découlant du conflit, répondent-ils. Compte tenu de l'urgence d'agir vite, les pays du G20 devraient rapidement mettre en œuvre leurs plans de réaffectation d'une partie de leurs DTS, ajoutent-ils. C'est l'un des moyens les plus rapides et les plus rentables de mobiliser des liquidités supplémentaires pour les pays africains vulnérables, alors que les décideurs politiques luttent pour générer l'espace budgétaire nécessaire afin de répondre de manière adéquate aux chocs des prix alimentaires et énergétiques et aux effets persistants de la pandémie de Covid-19, selon eux.

Certains membres du G20 se sont engagés à acheminer une partie de leurs avoirs en DTS au FMI, ce qui lui a permis d'obtenir des promesses de dons d'un montant d'environ 60 milliards de dollars. « En contribuant à améliorer

la capacité de prêt du mécanisme de financement concessionnel du FMI-le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance-FMI, les réaffectations de DTS renforceront le programme d'intervention rapide du FMI et aideront nos pays à obtenir un accès à faible coût au financement d'urgence pour répondre au choc économique mondial actuel en temps opportun », expliquent Amadou Hott et Daouda Sembene. Ils ajoutent que le soutien du FMI seul ne sera pas une panacée. Compte tenu de l'ampleur des besoins découlant de la pandémie et exacerbés par l'évolution de la situation en Ukraine, ils appellent à l'augmenter avec la contribution d'autres partenaires multilatéraux. Par conséquent, il est essentiel de renforcer la capacité de prêt et les outils de gestion des crises des institutions régionales et multilatérales, telles que la Banque africaine de développement, notamment par le biais de la réaffectation des DTS.

Noël Ndong

LIBYE

Les acteurs appelés à éviter des actions empêchant la reprise du processus électoral

La communauté internationale a beau insister sur l'importance de la tenue des élections générales pour pacifier le pays, aucun accord n'est pour l'instant prévisible en raison de désaccords persistants entre camps rivaux et acteurs étrangers impliqués dans le conflit. Et malgré les efforts de médiation de l'ONU, le statu quo est appelé à durer puisque la capitale Tripoli a été récemment le théâtre de combats violents entre groupes armés.

Fathi Bachagha, le chef d'un gouvernement soutenu par le camp de l'Est, a tenté de déloger l'exécutif de son rival de Tripoli, Abdelhamid Dbeibah, en place depuis février 2021. Il est vrai que l'insurgé s'est finalement retiré de la capitale mais les combats qu'il a provoqués sont symptomatiques du chaos auquel la Libye est en proie depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, et dont elle ne parvient pas à s'extirper, faute d'un gouvernement accepté par tous les protagonistes. Entre 2014 et 2021, le pays s'était déjà retrouvé avec deux gouvernements rivaux. Mais à l'époque, les divisions étaient d'ordre régional entre la Cyrénaïque dans l'Est, dominée par le maréchal Khalifa Haftar, et le gouvernement basé à Tripoli. Ce qui n'est plus le cas actuellement puisqu'il s'agit désormais d'ententes entre acteurs clefs des deux régions d'autant que Fathi Bachagha, un poids

lourd de l'Ouest de la Libye, a noué des alliances avec le maréchal Haftar et avec le président du Parlement basé dans l'Est, Aguila Saleh.

Du fait des divisions politiques qui minent la Libye, notamment entre institutions concurrentes dans l'Est et l'Ouest et par l'insécurité, la production pétrolière, principale source de revenus en Libye, en est otage, avec une vague de fermetures forcées de sites pétroliers ces derniers temps. Le blocage de sites pétroliers entraîne un manque à gagner de soixante millions de dollars par jour, selon le ministre du Pétrole et du Gaz. Quant aux groupes à l'origine de ces blocages, considérés comme proches du camp de l'Est, ils réclamaient le transfert du pouvoir à Fathi Bachagha ainsi qu'une meilleure répartition des revenus pétroliers.

Selon des observateurs, le coup de force avorté de l'ancien mi-

nistre de l'Intérieur amenuise ses chances de diriger un gouvernement susceptible d'être accepté par tous les protagonistes.

La tenue d'élections, unique voie possible de sortie de crise

« La brigade qui a vraiment et ouvertement aidé Bachagha à entrer à Tripoli - c'est-à-dire al-Nawasi - s'est retrouvée seule et entourée de milices pro-Dbeibah qui sont finalement très bien organisées, notamment la Brigade 444 connue pour sa proximité en termes de coordination, de formation et d'équipements et très proche de la Turquie », relève Jalel Harchaoui, chercheur spécialiste de la Libye. Il y voit une preuve sûre que le gouvernement basé à Tripoli va continuer à diriger le pays. « Cette capitulation de la part de Bachagha va l'affaiblir énormément car l'argument qu'il a toujours mis en avant, sa capa-

cité justement à être accepté en Tripolitaine et dans la capitale en particulier, s'est retournée contre lui », estime l'analyste.

De son côté, Anas el-Gomati, directeur du groupe de réflexion Sadeq Institute, pense que l'entrée avortée dans Tripoli du chef du gouvernement rival est « un désastre politique pour Bachagha ». « Il est sous pression pour prouver sa valeur à Haftar. Aucun d'eux n'est en mesure de s'emparer de la capitale », a-t-il ajouté.

Devant l'impasse de la situation en Libye, la communauté internationale appelle à la reprise du processus électoral sur place, interrompu en décembre dernier. « Les institutions et dirigeants politiques libyens ont la responsabilité de reprendre le processus électoral au plus vite » au bénéfice du peuple qui devait voter le 24 décembre 2021 lors d'une présidentielle avortée, note

l'ONU dans un récent rapport. Les Libyens doivent « s'engager sans équivoque pour la tenue d'élections présidentielle et parlementaire libres, équitables, inclusives et crédibles dans les meilleurs délais, sur la base d'un cadre constitutionnel et juridique convenu », insiste le secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

Le chef de l'ONU appelle, par ailleurs, « tous les acteurs à s'abstenir d'actions unilatérales qui pourraient aggraver les divisions existantes, déclencher des conflits et menacer les progrès durablement acquis vers la stabilité et l'unité réalisés ces deux dernières années ». Sur le plan économique, il leur demande d'« éviter les actions qui perturbent la production pétrolière dont dépendent les moyens de subsistance de tous les Libyens ».

Nestor N'Gampoula

AFRIQUE

Les pays à plus fortes croissances en 2022 et 2030

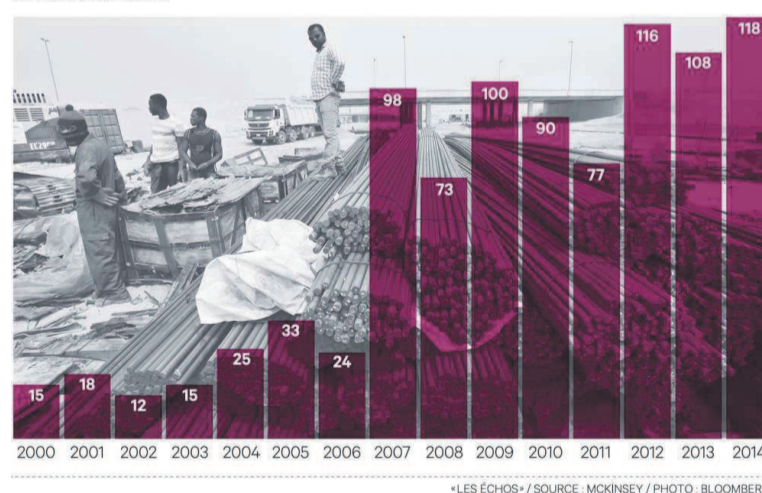
Dans son rapport sur les « Perspectives économiques en Afrique en 2022 », la Banque africaine de développement (BAD) estime que le Produit intérieur brut (PIB) du continent devrait croître de 4,1% en 2022 et 2023, contre presque 7% en 2021, sous l'effet de la covid-19 et de la crise russo-ukrainienne. Certains pays se détachent, se démarquent.

Après une croissance de 6,9% en 2021, le PIB de l'Afrique devrait ralentir à 4,1% en 2022 et 2023. Cependant, la pandémie de la covid-19 et, surtout, la crise russo-ukrainienne vont impacter négativement la croissance des économies africaines cette année. Telle est l'analyse du rapport « Perspectives économiques en Afrique 2022 » de la BAD, publié en marge des Assemblées générales de l'institution panafricaine qui se sont tenues du 23 au 27 mai à Accra, au Ghana, avec comme thème « Favoriser la résilience climatique et une transition énergétique juste pour l'Afrique ». L'invasion de l'Ukraine par la Russie et les sanctions qui en découlent ont eu un coût et une certaine volatilité pour l'économie mondiale, à travers les prix des produits énergétiques et non énergétiques, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les marchés financiers, entraînant « des conséquences directes sur les économies africaines », souligne le rapport de la BAD. Derrière une croissance de 4,1% se cache, cependant, de fortes divergences au niveau des ensembles régionaux et des pays. Au niveau des régions, c'est l'Afrique de l'est qui affiche la

meilleure performance (4,7%), devant l'Afrique centrale (4,6%), l'Afrique du nord (4,5%), l'Afrique de l'ouest (4,1%) et l'Afrique australe (2,5%). A travers ces moyennes régionales se cachent à leur tour des inégalités de croissance. Ainsi, en Afrique du nord, la croissance de 4,6% est portée par l'Égypte, deuxième puissance économique africaine derrière le Nigeria en termes de PIB, dont l'économie devrait croître de 5,7% en 2022. Le Maroc devrait connaître la plus faible croissance de la région à cause de la sécheresse actuelle dans le pays, faisant tomber la production agricole à trente millions de quintaux. Ce qui a impacté négativement sur la croissance de son PIB (1,8%). Au niveau des pays, en 2022, la meilleure performance revient au Rwanda, comme ce fut le cas en 2010 (si on exclut la Libye avec une croissance de 177,3%) avec une hausse de son PIB de 10,0%, en affichant une croissance de 6,9%. En plus des services, le gouvernement rwandais mise sur l'industrie et l'agriculture et leurs chaînes de valeur pour booster son économie. Ce qui devrait porter la croissance à 7,9% en 2023, selon les estimations de la BAD.

Les investissements directs étrangers en Afrique

En milliards de dollars



Après le Rwanda, c'est le Niger qui devrait afficher des croissances de 6,5% en 2022 et 7,2% en 2023. Le pays devrait surtout bénéficier de la flambée des cours du baril de pétrole coïncidant avec la hausse de sa production, et voir ses exportations d'or croître grâce à l'oléoduc de 1 980 km qui reliera ses champs pétroliers au terminal pétrolier du port de Sèmè-Kraké du Bénin, permettant le passage de sa production de 20 000 barils par jour à plus de 120 000 à l'horizon 2024. En troisième position, Maurice (6,2%), la République démocratique du Congo (6,2%), le Bénin (6,1%), la Côte d'Ivoire

(6,0%), le Kenya (5,9%), le Togo (5,8%) et l'Égypte (5,7%) afficheront aussi de très bonnes performances. La seule puissance économique du continent revient à l'Égypte grâce à la solidité de sa croissance, tirée, entre autres, de ses découvertes de gaz accompagnée d'une production en forte augmentation, et à l'attractivité de son économie due à la dévaluation de sa monnaie, ce qui a ramené du tourisme et des investissements directs étrangers.

En 2023, le Sénégal, meilleure croissance du continent en 2023

En 2023, c'est le Sénégal qui de-

vrait afficher la meilleure croissance du continent avec un PIB en hausse de 8,2%. Son économie devrait afficher une croissance de 4,6% en 2022, et devrait voir son PIB augmenter de 8,2% en 2023 grâce à son entrée dans le cercle des exportateurs d'hydrocarbures (pétrole et gaz), au développement de projets d'infrastructures (port, autoroutes, énergie...) et à l'agriculture, devançant le Rwanda (7,9%), le Niger (7,2%), le Togo (6,8%), la Côte d'Ivoire (6,7%), la République démocratique du Congo (6,5%), et l'Ouganda (6,2%). Néanmoins, plusieurs facteurs continueront à peser sur la croissance des économies africaines en 2022 et en 2023, d'us notamment à la pandémie de covid-19 ; au conflit russo-ukrainien ; aux niveaux d'endettement élevés de nombreux pays africains - ce qui limite leur capacité à augmenter les dépenses et le financement de la reprise post-covid-19 ; aux retombées potentielles du resserrement des conditions financières mondiales induit par le risque substantiel d'inflation dans les économies avancées ; ainsi qu'aux préoccupations climatiques (sécheresse, cyclones, inondations...), etc.

Noël Ndong



Po na yo / Samu na nge

Vos attentes, près de notre cœur

y'ello chers abonnés,

Je suis heureux de vous informer d'une innovation majeure que nous avons introduite afin que vous puissiez profiter au mieux de vos bonus internet.

Désormais, la vitesse de votre bonus internet est identique à celle de votre forfait internet activé. Ce qui veut dire que le bonus aura la même vitesse de connexion que celle du forfait internet activé.

Par ailleurs, lorsque vous activez un forfait chez MTN Congo, vous avez la possibilité de choisir la vitesse de votre connexion. MTN Congo en propose trois types :

- Vitesse Ultrarapide
- Vitesse Rapide
- Vitesse Modérée

Avec ce changement, vous bénéficierez d'une meilleure expérience de navigation internet sur notre réseau 4G.

Merci pour votre fidélité.

Ayham Moussa
Directeur Général MTN Congo



COMMUNIQUE DE PRESSE

CANALBOX PROPULSE L'INTERNET CONGOLAIS PARMIS LES PLUS RAPIDES D'AFRIQUE

Brazzaville, le 18 mai 2022 – Depuis le lancement de Canalbox au Congo, GVA Congo est devenu un acteur incontournable du secteur des télécommunications au Congo. Avec son réseau en fibre optique jusqu'au domicile (FTTH - Fiber to the Home), GVA garantit à ses abonnés de bénéficier des meilleures offres disponibles sur le marché grâce à une qualité technologique inégalée. Pour aller plus loin et offrir une meilleure expérience d'utilisation, GVA Congo augmente la vitesse de ses offres Canalbox Premium et Canalbox Start sans augmenter le prix !

300.000 FOYERS CONGOLAIS ELIGIBLES A CANALBOX

Depuis plus de 3 ans Canalbox déploie un réseau de fibre optique de haute qualité sur les villes de Pointe Noire et de Brazzaville. 300.000 foyers sont maintenant éligibles à l'internet haut débit en illimité en République du Congo.

Des milliers d'habitants ont déjà choisi la fibre optique de Canalbox pour se connecter à leur domicile en illimité, sans ralentissement ni coupure, tout en pouvant utiliser plusieurs équipements en simultané.

Les abonnés sont extrêmement satisfaits et nombreux à recommander Canalbox auprès de leur entourage.

FIBREZ, SURFEZ, CHATTEZ ET STREAMEZ COMME JAMAIS AVEC NOS DEUX OFFRES CANALBOX

Après avoir révolutionné l'accès à Internet Très Haut Débit par Fibre Optique au Congo depuis son lancement en avril 2019, GVA Congo augmente le débit de ses offres START et PREMIUM pour répondre aux nouveaux usages et aux besoins croissants de ses abonnés.

L'objectif de Canalbox est de pouvoir offrir un service haut de gamme à tous ses utilisateurs en faisant évoluer ses offres. Ainsi, l'offre Canalbox Premium voit son débit multiplié par 4 en passant de 50 à 200 mb/s pour le même prix. Les utilisateurs pourront désormais envoyer et télécharger immédiatement des fichiers volumineux, streamer les vidéos ultra -HD sur 8 écrans en simultané, jouer aux jeux vidéo en ligne et en mode multi-joueur sans ralentissement.

L'offre Canalbox Start, quant à elle passe de 10 à 50 mb/s pour le même prix. Elle permet à toujours plus de congolais de profiter à leur domicile d'un accès internet Très Haut Débit de grande qualité et en illimité.

Avec Canalbox, le très haut débit devient accessible à tous, à toute la famille et pour tous vos usages ! Canalbox vous offre les meilleurs débits de la fibre optique au meilleur prix au Congo.

UNE OFFRE DISPONIBLE DANS PLUSIEURS QUARTIERS DE BRAZZAVILLE & POINTE-NOIRE

Margarita MOUKOKO, Directrice Commerciale de GVA Congo, déclare : « Aujourd'hui, nous couvrons déjà de nombreux quartiers à Pointe-Noire et à Brazzaville. Le déploiement de la fibre optique se poursuit toujours et de nouveaux quartiers seront très prochainement connectés. Pour vérifier l'éligibilité de votre domicile, nous vous invitons à renseigner un formulaire en vous connectant sur la page www.canalbox.cg.

GVA Congo a par ailleurs revu à la baisse les frais d'installation en mars dernier. Ceci dans le but de permettre au plus grand nombre d'habitant de bénéficier du service d'accès Internet »

Yann LE GUEN, Directeur Général de GVA Congo, précise : « Grâce au déploiement de la fibre optique, GVA Congo participe à la démocratisation de l'accès à internet et au développement des usages. GVA Congo contribue à réduire la fracture numérique conformément aux objectifs de la Marche vers le Développement prônée par le Gouvernement et visant à faire du pays un véritable pôle digital pour l'Afrique centrale ».

A PROPOS DE GVA – GROUP VIVENDI AFRICA

GVA, filiale du groupe Vivendi, est un opérateur télécom spécialisé dans la fourniture d'accès internet Très Haut Débit en Afrique. GVA construit son propre réseau en fibre optique et investit à long terme, concrétisant ainsi sa vision en faveur du développement numérique.

En octobre 2017, GVA a lancé ses activités à Libreville (Gabon), à Lomé (Togo) en mars 2018, à Pointe-Noire (République du Congo) en avril 2019, à Abidjan (Côte d'Ivoire) et Kigali (Rwanda) en mars 2020,

à Brazzaville (République du Congo) et Ouagadougou (Burkina Faso) en avril 2021, à Kinshasa (RDC) en décembre 2021, à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), Rubavu (Rwanda) et Goma (RDC) en mai 2022. Dans chaque ville, GVA a contribué à la création de plusieurs centaines d'emplois locaux ainsi qu'à la professionnalisation des filières d'avenir pour les métiers de l'ingénierie, du numérique et de la distribution.

CONTACT / COMMUNICATION

Margarita.moukoko@gva.africa

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les experts satisfaits de l'implication des acteurs provinciaux

Des équipes d'experts du ministère de l'Aménagement du territoire, parties de Kinshasa, ont organisé dans plusieurs provinces des ateliers de pré validation des guides méthodologiques qui serviront à l'élaboration des plans provinciaux et locaux d'aménagement du territoire dans les différentes provinces du pays. Ce, dans le cadre de la poursuite des activités du processus de la réforme de ce secteur, financé par les fonds Cafi sous la coordination du Fonarred et mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement.

Les équipes déployées sur le territoire national ont obtenu, à travers l'organisation des ateliers, le consensus des acteurs provinciaux sur la prévalidation des guides méthodologiques pour l'élaboration des plans provinciaux et locaux d'aménagement du territoire. Le document a été ainsi adopté à l'unanimité par les participants avec de légers amendements et des recommandations. C'est le cas notamment à Bukavu au Sud Kivu, à Buta au Bas-Uele, à Kananga au Kasai central, à Mbuji-Mayi au Kasai oriental, à Bunia en Ituri, à Matadi au Kongo central, à Kisangani à Tshopo. Quant aux autres provinces, les travaux se poursuivent. Il s'agit de Boende dans la province de la Tshuapa et Bandundu au Kwilu.

S'agissant par contre des provinces de la Mongala (Lisala), Lualaba (Kolwezi), Mai-Ndombe (Inongo), les travaux de consultation des acteurs provinciaux pour la pré validation des guides méthodologiques vont débuter cette semaine.

Le draft de six guides métho-



En dépit du mauvais état de la route dans le Congo profond, les experts ont accompli leur mission/DR

diques? à savoir diagnostic et orientations, options, propositions, consultation, suivi-évaluation et communication sera donc enrichi avec des inputs formulés par les différents participants à ces ateliers provinciaux avant

sa validation finale qui se fera au cours d'un atelier national à Kinshasa.

L'organisation des ateliers de pré-validation des guides méthodologiques pour l'élaboration des plans provinciaux et locaux d'aménage-

ment du territoire a été un grand succès au regard de l'implication de différentes parties prenantes qui y ont pris part. On a noté la participation du gouvernement provincial, des ministères sectoriels, des autorités locales et tra-

ditionnelles, des organisations de la société civile, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé ...

Dans toutes les provinces ciblées pour la tenue des ateliers, les travaux ont été ouverts par le gouverneur ou le ministre provincial ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions ou encore par un délégué du gouvernement provincial. Ce qui témoigne de l'engagement des acteurs provinciaux avec à la clé l'exécutif provincial de soutenir le processus de la réforme de l'aménagement qui vise à instaurer un cadre institutionnel capable de mener à bon escient les activités liées à la planification, l'affectation, l'occupation et l'utilisation des espaces physiques du territoire national.

Notons qu'avant la prévalidation de ces guides méthodologiques, les experts ont d'abord présenté l'économie de ces documents, ce qui a permis aux participants de se retrouver en groupe selon chaque guide pour apporter leurs contributions.

Blandine Lusimana



**MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX**

**SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA**



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risques chantier

**PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES**

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

TENSIONS ENTRE LE RWANDA ET LA RDC:

Le MISS appelle à une mobilisation générale et permanente

Le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (MISS-RDC) se félicite de l'effervescence populaire et générale affichée par les Congolais contre ce qu'il qualifie d'«hypocrisie diplomatique entretenue avec les pays agresseurs, notamment le Rwanda et l'Ouganda».

Tout en appelant à une semaine de fortes actions populaires, le MISS demande au chef de l'Etat congolais, Félix-Antoine Tshisekedi, de cesser de coopération avec les pays agresseurs, et d'expulser immédiatement leurs ambassadeurs de la RDC. Ce mouvement encourage les Forces armées de la RDC «purgées, nettoyées et réformées» à aller jusqu'au bout de la légitime défense pour contraindre l'ennemi à respecter la souveraineté du pays. Il exhorte, en outre, la population à s'approprier les mécanismes pacifiques de sécurisation populaire pour mettre fin aux tueries dans l'est du pays. Pour les Indignés, en effet, les derniers affrontements de la rébellion M23, qu'ils considèrent comme une fabrication rwando-ougandaise, viennent de démontrer les réalités longtemps décriées, confirmant sans doute la volonté délibérée de

ces deux pays de maintenir la RDC dans un cycle infernal d'insécurité et d'instabilité. «Le Mouvement des indignés constate que les différentes dénominations attribuées à ces différents groupes terroristes : RCD, CNDP, M23, ADF, CODECO, et autres, tirent leurs fondements dans un vaste plan de déstabilisation de notre pays en vue d'une exploitation honteuse et continue de nos ressources naturelles et minières», a souligné ce mouvement dans un communiqué du 29 mai signé par son porte-parole, Roger Manzekele.

Les indignés rappellent, enfin, qu'en 2020, leurs leaders ont été brutalisés, arrêtés et détenus illégalement dans les cachots de l'Agence nationale des renseignements, pour avoir dénoncé les réalités aujourd'hui admises par le gouvernement congolais.

Lucien Dianzenza



Des membres du Mouvement des indignés

ELECTIONS DE 2023

Le parti Envol exige déjà la transparence

Lors de sa réunion hebdomadaire du 27 mai, sous la direction de son président Delly Sesanga, le comité national de l'Envol s'est penché sur la situation sécuritaire qui prévaut dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), plus particulièrement dans la ville de Goma et ses environs, ainsi que sur l'évolution de la campagne de sensibilisation «Telemela fraude électorale» qui s'emploie à la mobilisation de la population autour de l'exigence de la transparence dans la future loi électorale.

Relevant la situation sécuritaire critique dans l'est du pays, l'Envol a condamné avec fermeté l'agression contre le territoire national et les exactions perpétrées contre la population civile ainsi que les atteintes à l'intégrité et à la souveraineté de la RDC par les Forces de défense du Rwanda, en soutien au M23. Ce parti politique pense que cette situation est notamment due à «la naïveté et les incohérences de la politique gouvernementale dans la sous-région, qui a délibérément affaibli l'accord multilatéral cadre d'Addis-Abeba du 24 février 2013, au profit des accords-arrangements bilatéraux sans lendemain en matières économique, sécuritaire et fiscale avec le Rwanda et l'Ouganda, ayant entraîné une escalade des appétits des groupes armés et alimenté la surenchère des agendas des pays voisins sur le territoire national contre les



Delly Sesanga lors du lancement de la campagne «Telemela fraude électorale» /7sur7.cd

intérêts nationaux».

La défense nationale, une priorité

L'Envol a exhorté le chef de l'Etat et le Parlement à veiller à ce que la défense natio-

nale bénéficie effectivement de la priorité qu'elle mérite. Il assure son soutien total

« la naïveté et les incohérences de la politique gouvernementale dans la sous-région, qui a délibérément affaibli l'accord multilatéral cadre d'Addis-Abeba du 24 février 2013, au profit des accords-arrangements bilatéraux sans lendemain en matières économique, sécuritaire et fiscale avec le Rwanda et l'Ouganda, ayant entraîné une escalade des appétits des groupes armés et alimenté la surenchère des agendas des pays voisins sur le territoire national contre les intérêts nationaux ».

et sans réserve aux Forces armées nationales dans les opérations de restauration de la paix, de la protection de la population et de ses biens, ainsi que de la préservation de l'intégrité territoriale. Ce parti demande au gouvernement d'allouer à la défense nationale des ressources budgétaires conséquentes pour soutenir, à court terme, les opérations de neutralisation de toutes les forces négatives, et de faire face en toutes circonstances aux velléités des États voisins d'attenter à l'intégrité territoriale et à la souveraineté du Congo.

Sur la transparence des élections attendues dans le pays l'année prochaine, l'Envol a annoncé une marche pacifique, le 2 juin, à Kinshasa. Cette formation politique a dénoncé l'option de l'Union sacrée de la nation tendant à planifier, dans la loi électorale en cours d'examen, la fraude électorale.

L.D.

FESTIVAL DU FILM EUROPÉEN

L'atelier sur « Le jeu d'acteur », une réussite à 95 %

La veille de la fin de la formation dispensée à la sixième édition du Festival du film européen, du 23 au 28 mai, Jason Kurtis Golomingi, l'un des animateurs avec Moyindo Mpongo de l'atelier sur « Le jeu d'acteur », s'est dit convaincu par le rendu des acteurs.

Le but de l'atelier sur « Le jeu d'acteur », a confié Jason Golomingi au « Courrier de Kinshasa », était de mettre à contribution son talent à « former la génération future d'acteurs ». « Je crois que la tâche a été exécutée comme il faut », a-t-il dit. Ce, « conforté par les résultats à l'issue du test que nous avons réalisé », a affirmé Jason Golomingi, à quelques heures de la fin de la formation, le 28 mai. En effet, la veille, les formateurs ont simulé un casting auquel tous les stagiaires ont été soumis. « Les acteurs ont reçu des scénarios qu'ils ont appris par cœur, ils les ont intériorisés. A la restitution, ils ont donné le meilleur d'eux-mêmes, c'était un rendu digne de vrais acteurs de cinéma. Nous sommes fiers d'avoir réussi à 95%, rassurés que la génération qui va nous succéder sera digne du cinéma congolais. Elle saura, à coup sûr, le représenter partout dans le monde », a dit Jason.

Il a expliqué que la formation a été dispensée par étapes, à commencer par la théorie suivie d'exercices pratiques. « Nous avons parlé de la différence entre un acteur de

théâtre, un acteur de télévision et un acteur de cinéma, passant en revue chacune de leurs spécificités », a-t-il précisé, affirmant : « Beaucoup ramènent un jeu de théâtre au cinéma alors que jouer au cinéma demande que l'on soit le plus naturel possible. Le jeu de l'acteur doit ressembler à la réalité. Au théâtre, c'est normal que l'on exagère parce que les comédiens se trouvent face à un public, ils doivent attirer son attention vers eux, pouvoir l'égarer ». Pour une bonne pratique cinématographique, a insisté Jason, « il est important que l'on sache faire cette différence en jouant ».

Transmettre les notions nécessaires

Par ailleurs, a indiqué l'acteur, « à la télévision, c'est généralement le juste milieu entre le théâtre et le cinéma. L'exagération au cinéma comme à la télé est voulue par le réalisateur. C'est seulement à sa demande que l'acteur peut surjouer à un moment précis mais d'ordinaire, un acteur de cinéma doit être le plus naturel possible ». Aussi, au cours de l'atelier, « nous avons vu progressivement



Jason Golomingi et Moyindo Mpongo autour des stagiaires à la fin de l'atelier / Adiac

comment un acteur peut se tenir sur scène, comment il peut faire de l'improvisation. La manière dont un acteur doit pouvoir élaborer son personnage déjà dans sa tête avant de le jouer, avant de le sortir, le présenter au public. Nous avons la mission de les accompagner à y parvenir, leur transmettre les notions nécessaires afin d'y arriver », a poursuivi Jason Kurtis Golomingi.

Il s'est dit heureux d'avoir constaté que « les acteurs étaient venus à l'atelier dans l'idée d'apprendre, d'en savoir plus sur le métier ». Ce, quoique « certains travaillent déjà, sont dans le milieu pro-

fessionnel, alors que d'autres sont étudiants à l'Institut national des arts ». La notoriété des deux acteurs est chose acquise. « Nous sommes déjà bien visibles sur la scène. On nous voit beaucoup plus que d'autres sur le petit écran, au cinéma, du fait d'avoir été associés à plusieurs productions », a-t-il rappelé. Pour plusieurs jeunes acteurs, il semblait important, a-t-il soutenu, « de profiter de l'occasion pour s'approcher et tirer de quoi s'inspirer ». Au finish, satisfait d'avoir donné ce qu'il pouvait, Jason a partagé sa conviction d'avoir marqué le coup. « Je crois que l'atelier s'est très bien déroulé. Ils ont

pu acquérir quelque chose », a-t-il conclu.

La formation sur « Le jeu d'acteur », débutée le 23 mai, a été dispensée à un auditoire composé « entre quarante-deux et trente-cinq participants », a dit Jason. De la quarantaine du tout premier jour, suite à des désistements pour des raisons de maladie notamment, le nombre de participants a été réduit de quelques personnes à cet atelier organisé dans le but de préparer la relève de la génération actuelle dont certains se démarquent bien et qui comme, à l'instar des deux formateurs, fait bien ses preuves à l'international.

Nioni Masela

ARTS MARTIAUX

Kinshasa abritera la deuxième édition du Fadam en 2023

La deuxième édition du Festival africain des arts martiaux sera organisée en avril 2023 dans la capitale congolaise, sous le patronage du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

La tenue de l'événement à Kinshasa a été confirmée par Me Dominique Martin Saatenang, d'origine camerounaise, premier Africain formé au mythique temple des moines de Shaolin, en Chine, et fondateur du Festival africain des arts martiaux.

Il a conféré avec les membres de la Confédération congolaise des sports de combat (CCSC), ainsi qu'avec Josée Emina, conseillère au cabinet du chef de l'Etat, sur l'organisation de la deuxième édition de ce festival dont la première s'était déroulée en 2018, au Cameroun. Le président de la République, a promis la conseillère Josée Emina, va accompagner l'événement pour sa réussite totale. Dominique Martin Saatenang a, pour sa part, souhaité voir la jeunesse congolaise bénéficier



Échange entre Dominique Saatenang et Josée Emina de la présidence de la République/DR

du Fadam et réaliser ses rêves. Coordonnateur de la CCSC, Eric Kindambu a souligné le bien-fondé de l'initiative qui rallie l'idée de l'organisation de la Nuit des arts martiaux en

République démocratique du Congo que concoctait déjà la CCSC.

Cinq mille athlètes et mille artistes martiaux sont attendus d'une soixantaine de pays

membres à la deuxième édition du Fadam pour une durée de cinq jours. Outre la partie sportive, cet événement, placé sous le patronage du président de la République, connaîtra

aussi des cérémonies culturelles, des danses, des défilés et expositions. Le Fadam s'avérera un forum d'investisseurs internationaux et un espace d'éducation, d'autant plus que les organisateurs ont prévu l'octroi des bourses d'études en Chine et la mise sur pied d'une académie des arts martiaux dans l'optique de l'encadrement des talents. D'origine camerounaise et ayant les nationalités française et chinoise, l'initiateur du Fadam, Me Dominique Martin Saatenang est le premier Noir admis au légendaire temple de Shaolin créé au Ve siècle en Chine. Il est resté pendant dix ans en formation physique, mentale et spirituelle à travers le Kung Fu, art martial chinois. Il est l'un des rares moines autorisés à sortir du temple.

Martin Engimo

ŒUVRES PICTURALES

Hayat Rihan Bitar exprime son instinct « à Fleur de peau »

A travers ses toiles exposées jusqu'au 4 juin à la Galerie-art-Brazza, l'artiste peintre Hayat Rihan Bitar se révèle fervente témoin de l'intemporalité de la femme.

De manière totalement intuitive, Hayat Rihan Bitar se joue du regard que l'on pose sur la femme et des représentations que l'on se fait. Avec un regard aiguisé et une fine analyse, elle propose d'apporter sa touche dans l'espoir de contribuer à une nouvelle définition des femmes dans le monde et de la perception que l'on peut avoir d'elles ...

Pas comme les autres, l'artiste peintre souhaite faire partager, au travers de sa peinture, des émotions universelles et intemporelles. Pétrie d'émotions partagées, elle se propose de mettre en lumière, en couleur et avec un brin de poésie, des révélations issues de ses émotions. « *L'art, quel qu'il soit, n'a sa place que s'il est accessible à tous, confie cette boulimique des chevalets !* », a indiqué Hayat.

Passionnée de peinture, Hayat Rihan Bitar, d'origine libanaise et Congolaise de cœur, vit à Brazzaville depuis vingt ans et peint tous les jours ou presque. C'est dans la vie simple, dans la découverte, dans le déroulement de ce qui l'entoure, dans son écoute des autres, son échange



Des toiles de Rihan Bitar/Adiac

constant, ses doutes mais aussi sa joie de vivre et d'espoir, son humour qu'elle puise sa capacité de création.

Pour elle, l'expression picturale est devenue une nécessité,

comme un organe vital du corps sans lequel on ne peut vivre. « *On ne devient pas artiste, c'est l'art qui vient vous chercher car il reconnaît en vous une capacité certaine à faire*

passer des émotions... », a souligné Hayat. « *Quand je peins, je me retrouve seule dans mon univers, c'est la solitude positive...* », a confié l'artiste. Pour Hayat, peindre est aujourd'hui

une nécessité intérieure, un art de vivre, un engagement.

« *Grâce à l'art, nous portons une langue universelle : l'émotion est le seul moteur central pour transmettre et s'exprimer* », a-t-elle commenté.

Il est encore temps d'aller découvrir ses œuvres exposées jusqu'au 4 juin à la Galerie-art-Brazza et ainsi de vous présenter sa peinture et de vous la faire partager.

Fortuné Ibara

« On ne devient pas artiste, c'est l'art qui vient vous chercher car il reconnaît en vous une capacité certaine à faire passer des émotions... »



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

EN VENTE

FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora



Fortunes diverses pour Samba et Illoy-Ayyet en barrages d'accession à la première division (DR)

Angleterre, finale des barrages pour la montée en Premier League

Brice Samba junior et Nottingham Forest évolueront en Premier League la saison prochaine. Le natif de Linzolo et son équipe s'imposent 1-0 face à Huddersfield en finale des play-offs ce dimanche sous les yeux des 80 000 spectateurs du stade de Wembley.



illoy

Titulaire, Samba a été vigilant, à l'image de cet arrêt face à Thomas à la 36e.

Sorti sur blessure à la 89e, le gardien de 28 ans est l'un des acteurs de ce retour en PL avec 40 matches joués pour 35 buts encaissés. En demi-finale, il avait stoppé trois tirs aux buts face à Sheffield.

Russie, finale des barrages pour la montée en Premier League Vainqueur du match aller 1-0, l'Energiya Khabarovsk s'incline lors du match retour (0-3) à Khimki. Emmerson Illoy-Ayyet, qui avait inscrit l'unique but du match à l'aller, était titulaire samedi au sein de la défense à quatre de son équipe, qui reste donc en deuxième division. Frustrant.

Slovaquie, finale des barrages pour la Ligue Europa Conférence Le DAC Dunajská Streda a battu l'AS Trenčín (2-1) et se qualifie ainsi pour le premier tour de la Ligue Conférence Europa. Buteur en demi-finale, Yhoan Andzouana était titulaire et a été remplacé à la 58e, à 1-1.

Espagne, 42e et dernière journée, 2e division

Mirandes bat Fuenlabrada 5-1. Warren Tchimbembé est entré à la 85e. Mirandes termine à la 14e place.

Camille Delourme

LUXEMBOURG

Yann Mabella double buteur en finale de la Coupe

Vendredi soir, le Racing Union de Yann Mabella a remporté la coupe au détriment de Dudelange (3-2) et disputera ainsi le deuxième tour préliminaire de la Ligue Conférence Europa (C4).



Yann Mabella a été l'artisan de la victoire de son équipe en finale de la Coupe du Luxembourg (DR)

L'international congolais, titulaire en pointe, est à l'origine du premier but adverse, puisque, devant sa surface, il rate sa passe en retrait et donne le cuir à Ven der Kherkof (1-1, 22e). Il se rattrape à la 27e en redonnant l'avantage à son équipe : lancé depuis son camp, il grille la politesse à la défense et marque du droit.

C'est encore l'ancien Nancéien qui surgit à la 70e pour pousser le cuir dans le but vide après un premier arrêt du gardien (2-3).

Le Congolais, qui a rejoint la sélection le lendemain du match, a marqué 4 buts dans

cette Coupe, qui s'ajoutent à ses 18 buts en championnat et 2 en éliminatoires de la Ligue Conférence. Soit un total de 24 buts et 8 passes décisives en 36 matches.

Reste à déterminer, par la suite, si le natif de Toulouse, âgé de 26 ans, peut réitérer ces performances dans un championnat au niveau plus relevé.

Kablan Ngoma, blessé, n'était pas sur la feuille de match. L'ailier gauche de 26 ans a joué 9 matches de championnat, pour 1 but, depuis son arrivée en janvier.

Camille Delourme

NÉCROLOGIE

Les familles Matoko et Molomba annoncent aux parents, amis et connaissances, le décès de leur fils et beau-fils, Frantz Exupère Matoko, survenu le 13 mai 2022 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°3 bis, rue Loby à Mougali. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Les familles Nkodia Antoine et Bonazebe Fulbert ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de Albert Mbemba, ancien journaliste et ancien directeur du centre international de presse, survenu le 20 mai 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°50 rue Makabana à Diata. La date de l'inhumation est fixée au vendredi 3 juin 2022. Le programme des obsèques sera diffusé ultérieurement.

LITTÉRATURE

Rodolsy Rony Makosso publie «Les marginaux»

Paru cette année aux éditions Les lettres Mouchetées, le premier roman de l'écrivain congolais Rodolsy Rony Makosso, «Les marginaux», est disponible sur le marché du livre. L'auteur relate, à travers les 101 pages, l'histoire de Mwana N'soni (l'enfant de la honte), orphelin de mère qui, pour échapper à la maltraitance dont il est victime, se retrouve dans la rue où il découvre un monde des enfants vivant en marge de la société.

«Les marginaux», récit narré à la première personne du singulier, nous replonge dans la ville de Pointe-Noire des années 1980-1990, dans certains quartiers périphériques que l'auteur décrit avec précision, évoquant aussi les noms des gens bien connus. Paru en avril dernier aux éditions Les lettres Mouchetées de Pointe-Noire, le roman relate le combat de Mwana N'soni pour sortir des difficultés et devenir «quelqu'un». Maltraité par sa marâtre, sous le regard insouciant de son père, qui se plaît d'ailleurs à le dénigrer, Mwana N'soni, enfant sage, intelligent et orphelin de mère, se retrouve dans la rue, au milieu des bandes rivales d'adolescents qui sévissent dans les quartiers de la ville, particulièrement dans le quartier baptisé «Libodo».

Là, il découvre un autre monde où règne violence, crainte et désolation mais aussi force et rage de vivre. Mais si les autres enfants orphelins et abandon-

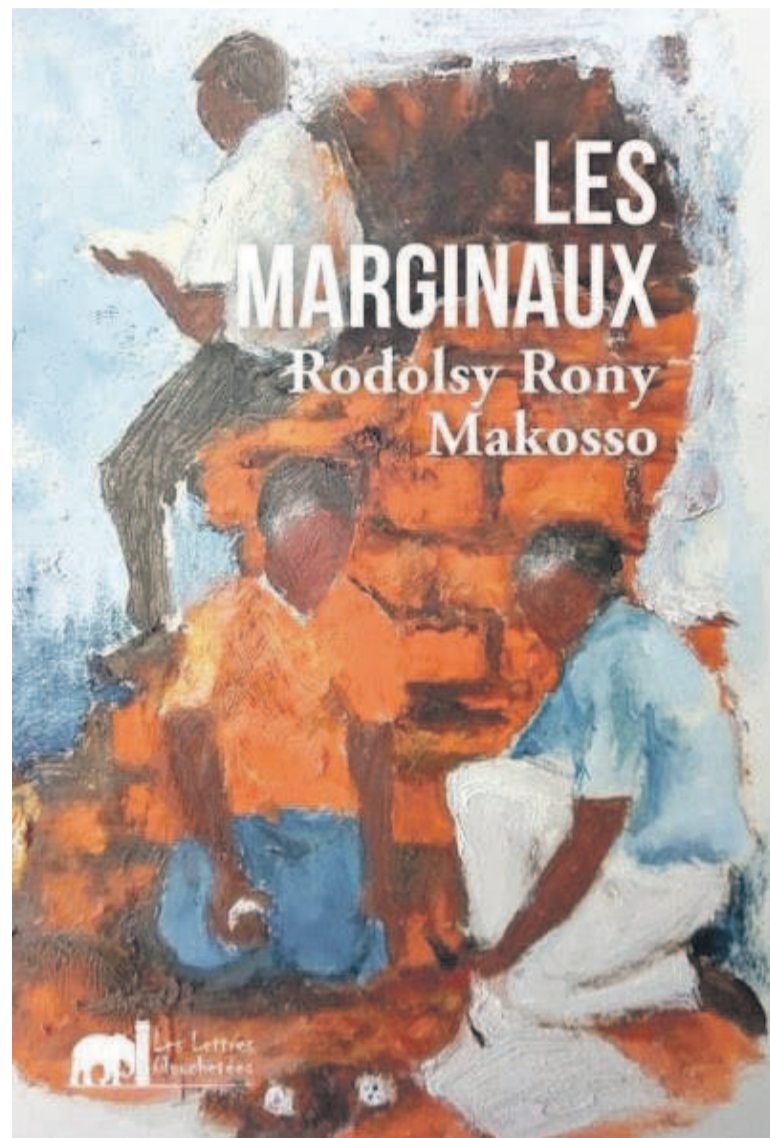
nés comme lui, particulièrement les trois marginaux bien connus et craints par les habitants du quartier, ont choisi le banditisme, Mwana N'soni, lui, a opté pour le travail, si difficile soit-il, pour s'en sortir. Armé de courage et de détermination, il va chercher à surmonter les difficultés et à réaliser son plus grand rêve. Pour cela, il compte sur les conseils de papa Miléké, un vieux qui est pour lui un modèle, une boussole. Y arrivera-t-il dans ce milieu si hostile ? C'est ce que le lecteur découvrira en parcourant cette belle histoire, ce combat de Mwana N'soni qui refuse l'échec, allant même jusqu'à changer de nom pour échapper à la honte et au mauvais sort qu'il comporte.

Dans «Les marginaux», Rodolsy Rony Makosso peint la jeunesse congolaise «livrée à elle-même, sans soutien ni repères». Il aborde des sujets comme la maltraitance des enfants, l'irresponsabilité des parents qui abandonnent les enfants particulièrement les

orphelins, les conséquences du divorce. Il y a aussi les questions sur la conversion et les choix qu'on fait dans la vie. Le roman sera présenté le 4 juin à l'Institut français du Congo.

Natif de Pointe-Noire, le poète, nouvelliste, romancier et parolier Rodolsy Rony Makosso a déjà publié une nouvelle et plusieurs poèmes. Il s'agit notamment de «Délestage criminel ou la nuit fatale» (nouvelle) dans l'Anthologie «Ecrire à Pointe-Noire» parue aux éditions Acoria de Paris en 2018 ; «Vestige et vent de mars» (poèmes français - vili) dans l'Anthologie «Multilingue de poésie congolaise», éditions l'Harmattan, Paris 2020 ; «Drame à battre» (Poème) dans l'anthologie du Chaos du coronavirus à l'éclosion d'un nouveau monde, édition LMI de Pointe-Noire 2020 ; «Braise de l'histoire» (Poème) dans l'anthologie «Congo rêve solidaire», aux éditions Plus Paris 2022.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga



MUSIQUE

Les Ponténégrins transportés au centième ciel

Le groupe Conquering Lions a donné un concert sans précédent, le 28 mai à Pointe-Noire, marquant le centième anniversaire de la création de cette ville.



Le groupe Conquering Lions a surpris le public, interprétant des tubes mythiques des grands noms de la musique reggae; des chansons qui parlent à toutes les générations et ne sont pas prêtes à tomber dans l'oubli. Pendant plus de deux heures, l'ambiance survoltée du concert a transporté petits et grands dans le monde fantastique du reggae revisitée par des musiciens explosifs. Un moment de joie qui a suscité des envies, créant une grande émotion. Le public n'a pas eu besoin d'école de danse ni de chorégraphie pour

reproduire les célèbres mouvements de reggae. Pour fêter le centième anniversaire de leur ville, les Ponténégrins avaient besoin de se retrouver tous ensemble pour réapprendre à vivre et surtout à vibrer au son des titres inoubliables qui ont fait le répertoire des plus grands noms du reggae.

Comme dans une chapelle, le groupe Conquering Lions a pris le rôle de chapelain pour prêcher le «one love», ses artistes au talent unique ont produit un spectacle époustouflant, qui a permis à toutes

les générations de revivre à l'identique l'ambiance et l'énergie exceptionnelle des concerts de groupes légendaires.

Notons que depuis sa création, il y a quelques années, le groupe Conquering Lions a su s'imposer dans le paysage de la musique reggae. Ce concert a été pour de nombreuses personnes le spectacle le plus authentique et le plus impressionnant qui n'a jamais été présenté sur scène avec ses tubes reggae les plus légendaires au niveau de Pointe-Noire.

Hugues Prosper Mabonzo

NZANGO

La Ligue départementale lance les hostilités

La huitième édition du championnat départemental de la Ligue de nzango de Pointe-Noire a démarré le 28 mai, au complexe sportif. Les dés ont été lancés par le directeur départemental des Sports et de l'Education physique, Joseph Biangou Ndinga, devant Diane Nina Moussavou, présidente de la Ligue, et des invités de marque.

La compétition se déroule du 28 mai au 23 juillet et regroupe quatorze équipes réparties en deux poules de sept. En match d'ouverture, les joueuses de Balbain sport, plus athlétiques que leurs concurrentes du Port autonome de Pointe-Noire (PAPN), ont été sans pitié face à leurs adversaires qu'elles ont battues sur un large score de 45 à 26 pieds. A la mi-temps, Balbain dominait déjà au marquoir, 22-13. Le démarrage de la huitième édition du championnat de nzango est un succès pour la présidente de la Ligue de Pointe-Noire, Diane Nina, qui n'a pas manqué de remercier les partenaires qui ont contribué à son organisation. Elle a, par ailleurs, demandé à toutes les équipes d'aborder ce championnat avec élan et fair-play. «Je suis rassurée que le bon sens sera au rendez-vous de ce championnat qualificatif au championnat national», a-t-elle indiqué.

Lançant les hostilités, le directeur départemental des Sports a exprimé sa fierté de patronner la cérémonie d'ouverture de cette compétition. Il a ainsi invité les participantes au respect des règles de jeu et des décisions arbitrales afin d'écartier tout acte de déshonneur lors des différents duels car, a-t-il poursuivi, les activités féminines sont celles à travers lesquelles les valeurs de la femme sont mises à l'évidence.

Notons qu'au nom de la commission d'arbitrage, Gladys Botamba s'est engagée à remplir leur fonction en toute impartialité et dans le respect des règles qui régissent le nzango.

Charlem Léa Itoua

ELIMINATOIRES CAN 2023

Le match Congo-Gambie se jouera à Massamba- Débat

Les Diables rouges recevront au stade Alphonse-Massamba-Débat, le 8 juin, les Scorpions de la Gambie en match comptant pour la deuxième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), Côte d'Ivoire 2023.

A défaut d'obtenir une homologation provisoire, le Congo remporte une première bataille. La Confédération africaine de football (CAF) a, en effet, donné le 25 mai son accord pour un match, après la visite de réinspection du stade mythique de Brazzaville. « En conséquence, nous avons pris la décision d'accorder une approbation d'un match du groupe G Congo-Gambie, le 8 juin, lié à la deuxième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Côte d'Ivoire 2023 pour l'utilisation du stade Alphonse-Massamba-Débat », a précisé la CAF.

L'instance qui gère le football africain est restée ferme sur sa décision. Après avoir salué les efforts déployés par les autorités congolaises pour répondre à ses exigences, elle a précisé qu'à la

fin du match susmentionné, le stade ne sera plus autorisé à abriter les prochaines rencontres internationales des équipes nationales seniors de la CAF et aussi la phase de groupes de ses compétitions interclubs avant que tous les travaux de rénovation

ne soient achevés. Le Congo, a-t-elle souligné, ne peut obtenir une homologation définitive que si les points soulevés lors de ses inspections ont été correctement résolus dans la période à venir et que seule la nou-

velle inspection le confirmera. La CAF réclame, pour les matches qui se jouent la nuit, un éclairage horizontal minimum de 1200 Lux afin de couvrir tout le terrain. Elle a insisté sur l'amélioration de la qualité des bancs de touche

a été recommandée. Selon le rapport, les vestiaires des équipes et des arbitres ont été rénovés dans la partie architecturale (rafraichissement, des murs, installations des sanitaires, toilettes et douches individuelles, climatisation et entretien du

n'est pas conforme aux exigences et doit être renforcée avec des pupitres modernes. Elle a reconnu l'existence d'une infirmerie à proximité des vestiaires tout en déplorant la manque d'équipements nécessaires à la prise en charge des athlètes et le manque d'hygiène dans les sanitaires de cette infirmerie.

« Nous recommandons que le plan de rénovation ait pour base une architecture moderne, un design contemporain et des matériaux de qualité avec un plan de projet clair et des échéances précis. Nous apprécions votre contribution en nous aidant à élever le niveau du football africain avec des installations améliorées alors que nous continuons à être exposés à un public mondial », précise la CAF

James Golden Eloué

« Nous recommandons que le plan de rénovation ait pour base une architecture moderne, un design contemporain et des matériaux de qualité avec un plan de projet clair et des échéances précis. Nous apprécions votre contribution en nous aidant à élever le niveau du football africain avec des installations améliorées alors que nous continuons à être exposés à un public mondial »

et de nouveaux bancs des officiels avec des équipements modernes conformes aux normes internationales. L'installation d'un nouveau tunnel des joueurs moderne, à une largeur minimale de 4 m et une hauteur de 2,4 m,

sol). La CAF souhaite, par ailleurs, l'installation rapide, dans les vestiaires, des nouveaux casiers en provenance de la Turquie et autres équipements qui sont encore dans les cartons. La tribune de presse, a-t-elle souligné,

SPECTACLE

« M'fuma » du Musée d'arts à découvrir le 15 juin

Le groupe de musique, percussion et danse, Musée d'arts, sera en spectacle le 15 juin prochain à l'Institut français du Congo pour présenter sa nouvelle création dénommée « M'fuma ».

Du Kongo M'fuma, ce terme signifie le fromager en français. Le spectacle est une création artistique qui mêle danse contemporaine, traditionnelle, conte et percussion, le tout dans une synchronisation chorégraphique. « Ce spectacle tente de résoudre le conflit entre le corps et l'esprit, et montre le bras de fer entre l'homme et le monde mystique », explique Oitem Malanda, responsable du groupe Musée d'arts. A en croire ses propos, au Ve siècle, dans le royaume Kongo, M'fuma représentait un lieu magique, un lieu de rituel.

C'est donc vêtu d'un style de vêtement tradi-moderne, avec un décor à couper le souffle, que le groupe Musée d'arts fera voyager les spectateurs dans cet univers de l'époque. Outre le fait qu'il mette en valeur la richesse ancestrale du patrimoine congolais, M'fuma est une création qui valorise aussi les dialectes, notamment le lari à travers lequel sera déployé un conte qui fait des éloges à la femme.

Créé à Brazzaville en 2006, le Musée d'arts est une compagnie de vingt-cinq jeunes artistes, percussionnistes, danseurs et chanteurs. Il a pour objectif de valoriser le patrimoine culturel et artistique



du Congo à travers le monde en proposant des spectacles tradi-modernes qui renouvellent la musique congolaise en l'enrichissant de rythmes inédits et de techniques originales comme le jonglage, les acrobaties, l'usage de fûts, etc.

Musée d'arts a également pour vocation de former et de professionnaliser de jeunes artistes issus de milieux défavorisés pour leur offrir

un meilleur avenir. A ce jour, le groupe compte plusieurs créations à son actif parmi lesquelles «Zou» en 2020 ; «Commandant Ngoma» en 2019 ; «L'Acte de respirer» (Une œuvre inspirée du poème, l'acte de respirer, de Sony Labou Tansi, 1976) en 2015 ; «Ouragan» en 2014 ; «Le roi Ngoma» en 2013 ; «Ouvre ton esprit» en 2009 ; «Rythmes du monde» en 2007.

Merveille Atipo

ESCRIME

Les champions de Brazzaville récompensés

La ligue départementale d'escrime de Brazzaville a couronné, le 28 mai, ses meilleurs athlètes, au terme des championnats qui ont réuni les pratiquants de ce sport au gymnase Henri-Elendé.

La ligue phare de l'escrime congolaise continue de multiplier des stratégies afin de développer ce sport et contribuer à sa vulgarisation. A travers les championnats départementaux, les escrimeurs ont mis en exergue leur savoir-faire en épée et en sabre.

Les rencontres se sont, en effet, déroulées en épée messieurs et dames puis en sabre, uniquement en messieurs. En finale en épée messieurs, Louckombo Goma a pris le dessus sur Bonachy Nkounkou sur le score de 15-11. En sabre, Francis Moukengué a été sacré champion au terme d'une finale âprement disputée face à Alossa Bikoumou (15-14).

Chez les dames, la championne en titre, Julia Masouama, a failli perdre son titre au bénéfice de Dominique Sita. C'est, en effet, grâce à son expérience qu'elle a battu son adversaire (15-14).

« C'était chaud mais j'ai réussi à contre-attaquer puis marquer le point au final. J'apprécie vraiment la qualité et la détermination des athlètes ainsi que l'organisation. Nous défendrons farouchement Brazzaville lors du championnat national », a promis Julia Masouama.

Près d'une dizaine de clubs pour trente-sept athlètes ont participé à la compétition. A la fin, les trois meilleurs athlètes de chaque catégorie ont reçu des médailles et trophées comme récompense.

En présence du représentant de la direction départementale des Sports, Chaptelain Ngouala, le président de la ligue, Clive Luvy Akouala, a encouragé les athlètes, les invitant à maintenir le cap lors des prochaines compétitions. Il leur a également félicité pour leur dynamisme. Notons que les athlètes de Brazzaville ont profité de ces championnats pour se mettre en jambe et préparer, en même temps, les championnats nationaux, prévus dans les prochains jours.

Rude Ngoma

« C'était chaud mais j'ai réussi à contre-attaquer puis marquer le point au final. J'apprécie vraiment la qualité et la détermination des athlètes ainsi que l'organisation. Nous défendrons farouchement Brazzaville lors du championnat national »